

LE DEVOIR

Vol. LXXXIV - No 202

MONTRÉAL, LE MERCREDI 1^{er} SEPTEMBRE 1993

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

«Au Brésil, hélas...»

La collusion de la police avec le crime organisé met en péril les institutions démocratiques

Sylviane Tramier

«**J** aime vivre dangereusement. J'habite à Rio»: le tee-shirt fait fureur sur les plages d'Ipanema et de Copacabana. Impuissante à mettre fin à la violence qui secoue ses rues, ses plages étincelantes et ses *favelas* haut perchées, la *cidade maravilhosa* l'affiche et essaie tant bien que mal d'en rire.

Mais l'humour n'est plus de mise et les *Cariocas* assistent avec stupeur à l'escalade infernale de la violence dans leur ville. Souvent le fait de membres de la PM (police militaire), les assassinats, les attaques à main armée, les opérations de commandos dans les bidonvilles, ont atteint un niveau insupportable, même pour les plus endurcis aux réalités de la vie quotidienne de l'ancienne capitale brésilienne.

Le massacre de 21 personnes, dans la nuit de dimanche à lundi, dans le quartier pauvre de Vigário Geral, dans la banlieue nord de Rio, a porté l'horreur à son paroxysme.

Vivre à Rio est dangereux et la vie du *Carioca*, riche ou pauvre, est soumise aux impératifs de la *segurança*: la sécurité qui s'achète, au prix fort, si on a les moyens.

Plus que dans toute autre ville du Brésil, la classe moyenne et la classe aisée investissent dans des systèmes de sécurité de plus en plus perfectionnés. Les entrées des immeubles sont protégées par des grilles cadenassées et surveillées par des gardiens. Dans Rio, la nuit, pour ne pas risquer d'être agressé, l'automobiliste raisonnable ne s'arrête jamais aux feux rouges. On ralentit à peine, et on poursuit sa route dans la sécurité de son véhicule. De peur d'être détourné, (et pour combattre les taux d'inflation extravagants), on sort avec le minimum d'argent sur soi et on fait un chèque pour payer deux bières ou un plat de frites.

Le tourisme, principale source de revenus, a subi de plein fouet les effets de la désastreuse réputation, largement méritée, de Rio de Janeiro. La ville a perdu 500 000 touristes étrangers et 400 millions de dollars en 5 ans.

Mais la violence ne se limite pas aux actes de brigandage de miséreux contre les nantis. En fait, tout le pays est aux prises avec un colossal problème de violence policière, liée à la guerre pour le contrôle du trafic de drogue, que le gouvernement central s'avère incapable d'endiguer. Dans l'assassinat de dimanche, le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro a reconnu la responsabilité de la police militaire. Le gouverneur de l'État a promis que les responsables recevraient un châtiment exemplaire. Ce serait bien la première fois.

Dans la plupart des nombreux cas de délits ou de crimes commis par les forces de police, c'est la plus grande impunité qui a été de règle au cours des dernières années. La police militaire n'a à répondre de ses actes que devant des tribunaux militaires extraordinaires. Les poursuites sont rares.

Le journal populaire de Rio *O Dia* écrivait hier: «Quand les forces de police sont devenues amoraux, qu'elles se confondent avec le crime organisé, qu'elles torturent et tuent aveuglément, toutes les autres institutions démocratiques sont en péril.»

La population de la ville n'a pas attendu l'éditorial du journal pour savoir qu'il existe une collusion entre police et mafia de la drogue. Les deux corporations sont tantôt de mêche, et tantôt en conflit d'intérêts. Le corps de 30 000 hommes de la police militaire de Rio n'est peut-être pas complètement gangrené, mais il est largement atteint. Mal payés, beaucoup de policiers sont tentés de faire des heures supplémentaires. Parfois dans les «escadrons de la mort», pour débarrasser la ville des enfants de la rue, pour le compte de quelques riches commerçants. Parfois pour leur propre compte: le magazine *Veja* publiait au printemps dernier une photo où l'on voit un couple de touristes agressé par deux hommes armés. L'un est un soldat de la police militaire. Plusieurs membres de la PM ont été identifiés comme participants à l'assassinat de 8 jeunes gens, le 23 juillet dernier, devant l'église de la Candelária, au centre de Rio.

Quand elles ne sont pas partenaires du crime organisé, les forces de police se heurtent à des groupes mieux armés et mieux entraînés qu'elles. Tel le célèbre *Comando Vermelho* (Commando rouge), groupe présumé responsable du trafic de la cocaïne, qui agit à sa guise dans des opérations de type militaire, comme l'attaque à l'arme automatique d'un convoi de fonds blindés, il y a quinze jours.

Chaque nouvel acte de violence paraît devoir être le catalyseur d'un sursaut national pour engager des réformes en profondeur de la société brésilienne. Mais quand l'habitude est prise, on ne s'émue pas trop longtemps. «Au Brésil, hélas, on oublie vite», me disait avec lassitude une *Carioca* après le meurtre des 8 enfants des rues.

INDEX

Les Actualités...A2	Éditorial.....A8
Agenda culturel...B9	Idées.....A9
annonces classées A6	Le Monde.....A7
Avis publics...A4	Montréal.....A3
Culture.....B10	Mots croisés.....A4
Découvertes.....B1	Politique.....A4
Économie.....A5	Les Sports.....B8

Météo
Passages nuageux
Max. : 23
Détails en A6

POLITIQUE

Fortier retire sa candidature

PAGE A 4



CULTURE

La culture à Radio-Canada: d'abord informer

PAGE B 9



L'ÉCONOMIE

Le Manoir Richelieu est fort convoité

PAGE A 5

Le Québec n'arrive pas à atteindre ses objectifs en immigration

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Le nombre d'immigrants reçus cette année au Québec sera moins élevé que prévu, et il sera impossible au Québec de parvenir dans un proche avenir au niveau souhaité de 25% du total de l'immigration canadienne.

C'est ce qu'a confirmé hier le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration Monique Gagnon-Tremblay, qui admettait que le Québec recevra environ 10 000 immigrants de moins que prévu pour 1993 et 1994.

Cette révision à la baisse des prédictions s'explique par le «resserrement du marché du travail au Québec» et par le contexte économique plus difficile.

Selon les chiffres fournis par le ministre, le Québec accueillera en 1993 37 000 immigrants, contre 45 000 tel

qu'initialement prévu. Et l'année prochaine on prévoit en accueillir 40 000, alors que le plan triennal du ministère, lancé en 1992, prévoyait l'arrivée de près de 50 000 immigrants en 1994.

Le nombre d'immigrants accueillis au Québec a connu une très forte hausse dans les années 80, passant de 14 600 en 1984 à 40 000 en 1990.

L'entente signée en février 1991 entre le ministre Gagnon-Tremblay et son homologue canadien d'alors, la ministre Barbara McDougall, accordait au Québec la possibilité d'accueillir 25% du total de l'immigration canadienne, plus 5% si le Québec ressentait le besoin de compenser la baisse de son taux de natalité.

«Pour répondre à cet objectif, explique le ministre, il

...mais démontre une réelle ouverture d'esprit

Le Québec apparaît comme une société de plus en plus cosmopolite: le quart des Québécois comptent des membres des communautés culturelles dans leur famille, et plus de la moitié en côtoient quotidiennement dans leur entourage.

Les Québécois se montrent ouverts et tolérants à la présence immigrante. Ils n'ont aucune objection à se voir soigner par une personne d'une «minorité visible», ils ap-

VOIR PAGE A 10: IMMIGRATION

VOIR PAGE A 10: OUVERTURE

La sécurité est devenue une préoccupation permanente dans les rues de Rio

Plus que dans toute autre ville du Brésil, la classe moyenne et la classe aisée investissent dans des systèmes de sécurité de plus en plus perfectionnés. Les entrées des immeubles sont protégées par des grilles cadenassées et surveillées par des gardiens. Dans Rio, la nuit, pour ne pas risquer d'être agressé, l'automobiliste raisonnable ne s'arrête jamais aux feux rouges. On ralentit à peine, et on poursuit sa route dans la sécurité de son véhicule. De peur d'être détourné, (et pour combattre les taux d'inflation extravagants), on sort avec le minimum d'argent sur soi et on fait un chèque pour payer deux bières ou un plat de frites.

Le tourisme, principale source de revenus, a subi de plein fouet les effets de la désastreuse réputation, largement méritée, de Rio de Janeiro. La ville a perdu 500 000 touristes étrangers et 400 millions de dollars en 5 ans.

Mais la violence ne se limite pas aux actes de brigandage de miséreux contre les nantis. En fait, tout le pays est aux prises avec un colossal problème de violence policière, liée à la guerre pour le contrôle du trafic de drogue, que le gouvernement central s'avère incapable d'endiguer. Dans l'assassinat de dimanche, le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro a reconnu la responsabilité de la police militaire. Le gouverneur de l'État a promis que les responsables recevraient un châtiment exemplaire. Ce serait bien la première fois.

Dans la plupart des nombreux cas de délits ou de crimes commis par les forces de police, c'est la plus grande impunité qui a été de règle au cours des dernières années. La police militaire n'a à répondre de ses actes que devant des tribunaux militaires extraordinaires. Les poursuites sont rares.

Le journal populaire de Rio *O Dia* écrivait hier: «Quand les forces de police sont devenues amoraux, qu'elles se confondent avec le crime organisé, qu'elles torturent et tuent aveuglément, toutes les autres institutions démocratiques sont en péril.»

La population de la ville n'a pas attendu l'éditorial du journal pour savoir qu'il existe une collusion entre police et mafia de la drogue. Les deux corporations sont tantôt de mêche, et tantôt en conflit d'intérêts. Le corps de 30 000 hommes de la police militaire de Rio n'est peut-être pas complètement gangrené, mais il est largement atteint. Mal payés, beaucoup de policiers sont tentés de faire des heures supplémentaires. Parfois dans les «escadrons de la mort», pour débarrasser la ville des enfants de la rue, pour le compte de quelques riches commerçants. Parfois pour leur propre compte: le magazine *Veja* publiait au printemps dernier une photo où l'on voit un couple de touristes agressé par deux hommes armés. L'un est un soldat de la police militaire. Plusieurs membres de la PM ont été identifiés comme participants à l'assassinat de 8 jeunes gens, le 23 juillet dernier, devant l'église de la Candelária, au centre de Rio.

Quand elles ne sont pas partenaires du crime organisé, les forces de police se heurtent à des groupes mieux armés et mieux entraînés qu'elles. Tel le célèbre *Comando Vermelho* (Commando rouge), groupe présumé responsable du trafic de la cocaïne, qui agit à sa guise dans des opérations de type militaire, comme l'attaque à l'arme automatique d'un convoi de fonds blindés, il y a quinze jours.

Chaque nouvel acte de violence paraît devoir être le catalyseur d'un sursaut national pour engager des réformes en profondeur de la société brésilienne. Mais quand l'habitude est prise, on ne s'émue pas trop longtemps. «Au Brésil, hélas, on oublie vite», me disait avec lassitude une *Carioca* après le meurtre des 8 enfants des rues.

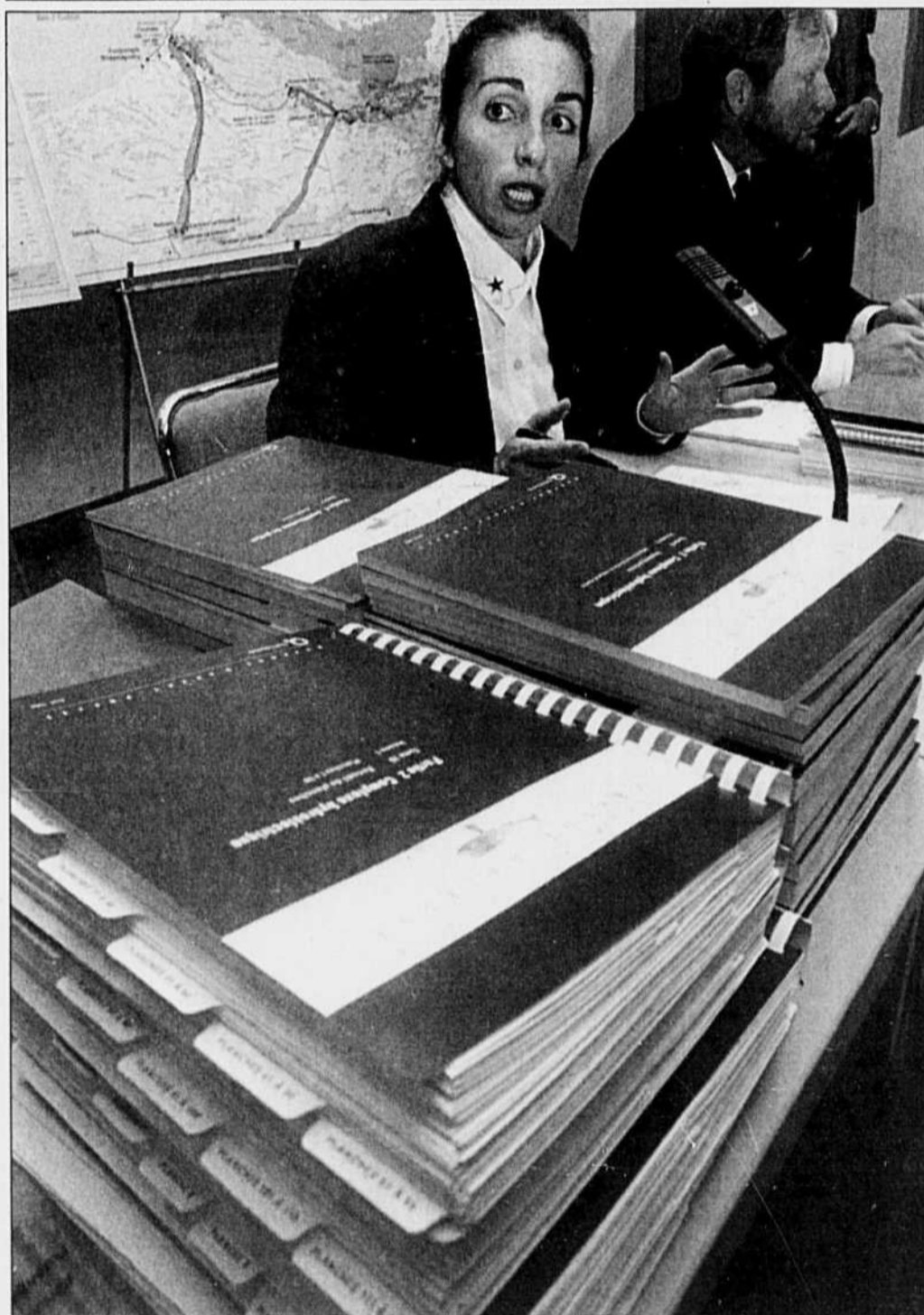


PHOTO JACQUES NADEAU

L'étude d'Hydro-Québec sur le projet de Grande rivière à la Baleine, c'est 5000 pages, près de 20 ans de travail et des dépenses de 256 millions\$. Quelque part derrière les documents, Stella Leney et Gaëtan Hayeur, vice-président, environnement, à Hydro-Québec.

Les besoins industriels justifient Grande-Baleine, selon Hydro

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Hydro-Québec va de l'avant avec le projet Grande-Baleine (GB) essentiellement pour faire face aux besoins, d'ici 20 ans, d'un secteur industriel qu'elle perçoit de plus en plus énérgivore.

Selon l'étude d'impacts divulguée hier, la société d'État aura besoin de 60 nouveaux terrawatts-heure (TWh) d'ici l'an 2010, dont 30 vont être monopolisés par les futurs besoins des entreprises québécoises. Hydro-Québec prévoit, de plus, intensifier ses ventes aux utilisateurs d'électrotechnologies, aux entreprises «à forte consommation d'électricité» et aux États ou provinces voisines.

Globalement, soutient l'étude d'impacts, il faut construire Grande-Baleine en plus des barrages déjà en chantier dans le complexe La Grande, et en plus du projet Sainte-Marguerite (en cours d'évaluation).

Hydro estime que la demande en électricité augmentera en moyenne de 2,2% par année d'ici 2010. Sa direction se défend de faire de la «politique-fiction» avec de telles prévisions, malgré la crise économique et la stabilisation sans précédent de la demande américaine, comblée par les économies et la gestion plus serrée de l'énergie.

Ce «rapport d'avant-projet» sur les impacts du projet GB a été envoyé hier aux administrateurs des différents régimes environnementaux, prévus dans la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Les deux organismes provinciaux, char-

gés de superviser l'élaboration de l'étude d'impacts d'Hydro-Québec, travaillent de pair avec une commission fédérale d'examen.

Les trois organismes vont décider au cours des prochains mois si cette étude d'impacts couvre de façon satisfaisante leurs directives, émises l'an dernier. Cette procédure, longue et complexe, pourrait prendre plusieurs mois encore avant que ne soit déposée l'étude d'impacts officielle, qui sera soumise à un examen public sans précédent par son ampleur au pays. D'ici là, les organismes chargés de superviser la préparation de cette étude pourraient demander des précisions, voire des études additionnelles à la société d'État, qui déclare en avoir assez fait!

Hydro-Québec affirme avoir dépensé jusqu'ici 256 millions\$ en études diverses, réparties sur deux décennies, pour préparer son étude d'impacts de 5000 pages. Les Cris, qui attendaient de pied ferme les porte-parole de la société d'État, ont répliqué avec ironie hier qu'«une rivière de mots ne pourra pas faire flotter ce projet».

Québec pensait réaliser le projet GB dans les années 70, dans la foulée immédiate du complexe La Grande. Les surplus d'électricité générés par la surévaluation des prévisions de la demande lui ont valu de dormir sur les tablettes jusqu'au milieu des années 80, ce qui explique qu'il a fallu «actualiser» ou doubler plusieurs des premières études.

Le projet n'a pas fondamentalement changé depuis. Les turbines

La demande en électricité augmentera de 2,2% par année d'ici 2010

VOIR PAGE A 10: HYDRO

Le Pontiac, un duché?

Petits villages, grandes rivalités. Le Pontiac n'y fait pas exception. Contrée dormante sur les bords de la rivière des Outaouais, à l'ouest de l'opulente région d'Ottawa-Hull, la rumeur y dispose d'une force gravitationnelle bien souvent supérieure à celle de la réalité. Ces rivalités sont historiquement linguistiques — évidemment —, bien que, avec le temps, d'autres s'y soient greffées. L'Histoire du Canada, dans cette région majoritairement anglophone, pèse encore très lourd dans la balance. Comme si, depuis la Conquête, il n'y avait eu, au Québec, ni Révolution tranquille ni loi 101.

Un seul projet — celui, plutôt farfelu, que le Pontiac se transforme un jour en duché — paraît faire consensus parmi ceux qu'on appelle des Ponticois, francophones comme anglophones, parmi même les 20 roitelets municipaux du coin dont l'esprit de clocher, répète-t-on à gauche et à droite, bloque le développement économique de cette région suspendue dans le temps et isolée dans l'espace.

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Rien, dans le Pontiac, n'illustre mieux le débat autour de la question nationale que la rivalité traditionnelle entre les deux tout petits villages de Shawville et de Fort-Coulonge, qu'une trentaine de kilomètres seulement séparent.

L'anglophone Shawville, avec ses 1650 habitants, c'est un peu beaucoup le village d'Astérix. Cœur commercial du comté, tapissé l'année durant de drapeaux canadiens, il résiste encore et toujours à l'envahisseur: il est d'ailleurs, trait symptomatique, la seu-

le localité québécoise sans clocher catholique.

C'est qu'il y a des habitudes difficiles à perdre. Le canton dont Shawville fait partie a été créé en 1825 par l'Irlandais protestant James Prendergast. Si l'Histoire a retenu son nom, c'est parce qu'il a refusé aux catholiques le droit d'y cultiver les terres, les plus belles de la région. Cet apartheid (qui est religieux, puisque les Irlandais de dénomination catholique en firent aussi les frais) dura dix ans, pendant lesquels les exclus allèrent cultiver les sols rocailleux situés plus à l'ouest, à Fort-Coulonge et Chapeau, ou se firent bûcherons et coureurs des bois.



VOIR PAGE A 10: PONTIAC



Comme Bartabas dans la fiction...

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Je ne sais pas si le beau gitan français Bartabas parle cheval (sans doute), mais je sais qu'en langue humaine, il est du genre succinct, mystérieux et timide et que les mots se cassent sur ses lèvres.

«Chaque être possède son langage. Un chanteur a sa voix, un acteur, son corps. Moi, c'est par le cheval que je m'exprime», me lance-t-il telle une évidence.

Les hôtels comme le Méridien dans le bar duquel on se rencontre, ça le rend fou. «On n'y touche à rien de vivant. Tout est inanimé. C'est affreux.» Et les entrevues, ça le rend encore plus fou. Parce qu'il faut parler tout simplement, et que ça, décidément, mon vis-à-vis n'aime pas. Il a l'air d'un animal sauvage que



PHOTO JACQUES GRENIER
Le cinéaste gitan Bartabas

VOIR PAGE A 10: BARTABAS

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

IMMIGRATION Abolir le ministère?

SUITE DE LA PAGE 1

nous faudrait accueillir près de 75 000 immigrants, à cause de la hausse des niveaux d'immigration au fédéral. Il est clair que nous ne pouvons nous le permettre, compte tenu des structures d'accueil et de la capacité d'intégration du Québec.

L'entente Gagnon-Tremblay-McDougall représentait à l'époque une avancée politique majeure dans le contexte de l'après-Meech, et pour le gouvernement Bourassa le Québec y obtenait enfin une marge de manoeuvre appréciable pour planifier son immigration en fonction de ses besoins et de sa capacité d'accueil.

Par ailleurs, la ministre Gagnon-Tremblay a réagi avec prudence aux récents propos du chef de l'opposition Jacques Parizeau, qui se montrait ouvert à l'abolition du ministère des Communautés culturelles s'il était porté au pouvoir.

«Je souhaiterais qu'on puisse plutôt parler d'un ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, explique-t-

elle. Je ne souhaite pas que les immigrants puissent continuer à venir frapper à notre porte dix ans après être devenus Québécois. Il faut aussi qu'ils puissent s'adresser aux autres ministères, et notre gouvernement a justement mis en place un système de répondants dans tous les différents ministères pour mieux servir les communautés culturelles. Mais on se trouve un peu dans la même situation que la condition féminine: notre ministère doit quand même demeurer comme chien de garde pour le moment».

Enfin, la ministre a expliqué que le président du Parti libéral réfléchissait actuellement au «cas» de M. Roger Alacoque, qui est membre du parti tout en agissant comme porte-parole du Cercle national des français à l'étranger, tête de pont du Front national de Jean-Marie Le Pen.

La ministre n'a pas voulu indiquer s'il était souhaitable pour le parti d'expulser un de ses membres. «La liberté d'expression existe, dit-elle, mais je pense que pour être membre du Parti libéral il faut surtout s'abstenir de prôner de telles politiques».

OUVERTURE À l'aise

SUITE DE LA PAGE 1

précient l'apport économique des immigrants, ils se sentent «à l'aise» en présence des autres groupes culturels, et moins de 5% d'entre eux se disent victimes de discrimination.

Mais, éternelle pomme de discorde, ils demeurent plutôt méfiants envers la capacité des immigrants de s'adapter à la réalité francophone.

Ce sont là les principaux traits qui se dégagent d'une étude menée par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration auprès de 2300 Québécois de toute origine.

L'étude, qui voulait diagnostiquer pour la première fois l'état de santé des relations interculturelles au sein de la société québécoise, a été réalisée par le service de recherche du ministère en collaboration avec une firme privée, «Les services de recherche JTD».

Ce sondage permet d'abord de mesurer l'ampleur des «contacts interculturels».

Ainsi, 55% des répondants identifient la présence de personnes d'origine ethnique différente dans leur voisinage, 35% dans leur milieu de travail, 46% parmi leurs amis et 25% parmi les membres de leur famille, ces deux derniers chiffres étant particulièrement révélateurs.

Un sondage Sorecom mené en 1987 évaluait à 19% le nombre de Québécois en contact avec des personnes d'origine ethnique différente dans leur voisinage immédiat.

Au total, seulement 26% des Québécois n'ont aucun contact interculturel dans les quatre environnements identifiés.

Selon Jacques Joly, de la firme JTD, le nombre élevé de contacts peut s'expliquer par l'accroissement des activités de contacts et de rapprochement, et par une plus grande dispersion dans la société québécoise de personnes d'origines culturelles diverses.

L'étude a également voulu mesurer le «sentiment d'être à l'aise» en présence d'individus de dix groupes différents.

La majorité des Québécois affirment se sentir à l'aise avec les dix groupes, mais on se sent plus à l'aise avec certains groupes que d'autres...

Ainsi, si les Québécois se disent très à l'aise en présence de Blancs d'origine française (dans une proportion de 91%) ou de Blancs d'autres origines (85%), ils sentent à l'aise avec des Indo-Pakistais ou des Arabes et Asiatiques occidentaux dans une proportion de seulement 52% et 53%.

Une des originalités de l'étude vient de ce qu'on a mené deux enquêtes en une, avec un groupe de 1100 répondants pour l'ensemble du Québec, et une autre de 1282 répondants «ciblés» dans quatre régions ou quartiers à forte concentration ethnique, soit les villes de Brossard et de Saint-Laurent et les quartiers montréalais de Villeray/St-Michel/Parc Extension et celui de Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce.

Les données recueillies auprès du deuxième groupe ont permis de mesurer le «sentiment d'être à l'aise» des

minorités elles-mêmes. L'analyse des données révèle que la plus grande polarisation entre les groupes ne se situe pas entre la majorité blanche et les groupes ethniques, mais plutôt entre quelques groupes de minorités visibles.

Un exemple curieux: les Noirs antillais anglophones déclarent se sentir à l'aise avec tous les autres groupes ethnoculturels, mais c'est le groupe avec lequel plusieurs autres groupes se sentent le moins à l'aise. L'étude remarque que ce groupe apparaît nettement isolé par rapport aux autres.

L'étude a également voulu mesurer les expériences de discrimination, et les résultats indiquent que 28% des répondants de tout le Québec ont été témoins d'actes de discrimination (insultes, agressions, etc.), et 5% affirment en avoir été victimes.

Parmi les répondants provenant des quatre régions à forte concentration ethnique, 47% des répondants affirment avoir été témoins de discrimination (au travail, dans le transport en commun, à l'école, etc.), et 19% disent en avoir été victimes.

Le sondage comportait également une série de 42 questions regroupées en sept thèmes, qui permettaient de mesurer les attitudes générales et les comportements quotidiens.

De façon générale, les réponses obtenues indiquent une grande ouverture de la part des Québécois. À titre d'exemple, 62% des répondants croient que les communautés culturelles favorisent le développement économique, 61 ou 62% que les minorités visibles sont disposées à travailler pour s'intégrer ou que les immigrants font des efforts pour s'intégrer.

Près de 80% des Québécois ne sont pas réticents à se faire soigner par une personne provenant d'une minorité visible. Seulement 15% des répondants n'apprécient pas de voir une Québécoise blanche mariée à un conjoint d'une minorité visible. Seulement 20% des répondants croient que les immigrants «s'accaparent des nouveaux emplois».

Mais le portrait n'est pas toujours aussi rose et laisse entrevoir des ambiguïtés. Ainsi 32% des répondants croient que le Québec a reçu trop d'immigrants, et 51% déplorent que les immigrants ont tendance à former des ghettos.

Les réponses apparaissent plus contrastées lorsqu'on aborde le sujet de la langue.

Ainsi, si 14% seulement des répondants croient que les immigrants nuisent à l'usage du français, 88% croient qu'ils doivent apprendre et utiliser le français et 56% que les communautés culturelles devraient adopter le français dans leur vie privée.

Autre ambiguïté: 48% des répondants croient que les immigrants se rapprochent de la société québécoise francophone, mais 54% croient que les immigrants ont tendance à favoriser l'anglais.

Pour la ministre des Communautés culturelles Monique Gagnon-Tremblay, il est clair que les Québécois font preuve de tolérance, mais ils s'attendent aussi à ce que les immigrants fassent un effort pour s'intégrer.

quelque part il y a 35 ans. C'est un gitan, un nomade. Ses parents n'élevaient pas de chevaux. Lui s'est découvert la vocation à 17 ans, fut engagé dans un petit cirque, où on présentait des numéros de chevaux et de rats. Au début des années 80, il débarqua au Festival d'Avignon avec six ou sept chevaux, une troupe un peu chétive de huit cavaliers. Rapidement, il est devenu une vedette. Maintenant il est aussi cinéaste.

Il voit *Mazeppa* comme l'expression du romantisme, du genre très violent qui ne fait pas dans la dentelle, un romantisme carburant aux excès de la passion. «Mon film est porté par des grands espaces, étant moi-même né des grands espaces». Sa caméra tourbillonne pour évoquer la piste où les chevaux évoluent. Le fond et la forme se répondent. Les espèces se confondent. «Les sons émis par les chevaux sont tirés de voix d'hommes. J'ai cherché à rendre les chevaux plus humains et les humains plus chevalins.»

Dans *Mazeppa*, il s'est donné à lui-même le rôle de Franco, personnage masqué qui tient du centaure. Seul Bartabas possédait à cheval assez de technique pour incarner l'écurier Franco. À part Miguel Bosé (unique acteur professionnel du film), la troupe Zingaro forme la distribution, et ces chants magnifiques sont des numéros de son spectacle d'opéra équestre.

Il me dit: «Je suis autodidacte, mais j'apprends vite». Comme réalisateur, le gitan maîtrisa la technique du métier en deux mois, après que l'idée du film soit née dans sa tête. La quête de fond, le tournage, tout s'est déroulé ensuite très vite. Un an après avoir choisi de devenir cinéaste, Bartabas avait son long métrage derrière lui. Et un prochain scénario dans le placard qui évoquera la tauromachie andalouse sans mettre en scène un seul combat.

PONTIAC «The greatest province in Canada»

SUITE DE LA PAGE 1

La loi 101 a plus de 15 ans, mais Shawville échappe encore largement à sa lettre comme à son esprit. Le Armac's Corner Store voisine le Rotary Park et les Pontiac Blinds. Depuis 1976, l'idée court à Shawville que le Pontiac se joindrait à l'Ontario si le Québec faisait la souveraineté. Le rumeur veut même qu'un groupe de citoyens en ait fait la demande à Queen's Park. Ce que nie catégoriquement le maire Albert Armstrong. «Quebec, dit-il, is the greatest province in Canada.»

N'empêche. Aux dernières élections, en 1989, le Unity Party, cousin du Parti Égalité, a récolté 30% des voix dans le comté de Pontiac. De quoi donner des sueurs froides au ministre libéral Robert Middlemiss, que les méchantes langues de Fort-Coulonge, à commencer par

Fred Ryan, le rédacteur en chef du *Journal de Pontiac*, un hebdo bilingue, accusent de laisser pour compte les 35% de francophones de la région.

Les choses ont changé, assure M. Armstrong, avec preuve à l'appui: une secrétaire francophone a été embauchée à l'hôtel de ville.

Réalité oblige. Ce qu'en bon politicien confirme Hector Soucie, le maire des 1800 âmes de Fort-Coulonge: «Ils ont mis de l'eau dans leur vin.»

Richard Wills, le jeune rédacteur en chef du journal *The Equity*, le porte-voix journalistique de Shawville, analyse froidement: «La ségrégation n'est plus aussi bien définie qu'avant. Shawville sort de son isolement. On accepte le compromis du bilinguisme.»

Si bien que, par les temps qui courent, la rivalité se contente d'être sportive, comme il est si sain qu'elle le soit. Le Pontiac a de bons joueurs de hockey et de baseball. Mais il a suffi, il y a quelques années, que Québec décide de moderniser le vétuste hôpital de Shawville pour que, tout à coup, remontent les antiques frustrations culturelles. Pour que Fort-Coulonge la francophone à gros bras s'insurge et se mobilise contre ce qu'elle considérait être une injustice. Pour qu'elle revendique pour elle-même le nouvel hôpital. «C'a fait ben d'la chicane», confesse M. Soucie, maire depuis 25 ans. Les fils poursuivent les guerres de leur père.

Marc Corbeil, directeur du Comité d'aide au développement des collectivités, ironise: «Shawville et Fort-Cou-

Fred Ryan, rédacteur en chef du *Journal de Pontiac*

longe se caricaturent l'un l'autre. L'un propre, grave et avare. L'autre ivrogne, sale et BS.»

Reste donc cet étrange projet de principauté ducal à saveur luxembourgeoise, une idée lancée il y a deux ans par Fred Ryan et qui a le don de faire rêver même les plus réalistes.

«Le Pontiac n'est ni du Québec ni de l'Ontario, soutient Ryan. Le duché serait une façon de créer pour les Ponticois le sentiment d'appartenance régionale qui leur fait si cruellement défaut. Au pire, nous marquerions notre différence par rapport aux autres. Au mieux, le Pontiac deviendrait zone hors taxe et administrerait des casinos.»

Marc Corbeil opine avec humour: «Le duché du Pontiac dans une république du Québec dans un Canada uni.» Des démarches ont été faites auprès du prince Charles, qui a poliment refusé de s'en mêler. Le ministre Middlemiss s'est insurgé, y voyant une nouvelle initiative des sécessionnistes anglophones.

Reste que le duché a déjà attiré ses premiers touristes: cet été, une famille de Nottingham, en Angleterre, ayant entendu parler du projet de seigneurie au bulletin de nouvelles, a fait le voyage en voiture depuis New York pour venir voir le Pontiac. Ils sont repartis bredouilles.

Sérieuse, cette envie de métamorphoser le Pontiac en espèce de Monaco québécois? «Ni plus ni moins que l'entente de Charlottetown», laisse tomber Marc Corbeil. Voilà qui vous remet les idées en place.

HYDRO Des omissions

SUITE DE LA PAGE 1

du complexe de trois barrages produiront 3212 MW. Leurs réservoirs inonderont 1667 km² de terres et couvriront des territoires aquatiques de 1724 km². Le projet coûtera 6,8 milliards\$ en argent d'aujourd'hui, soit 13,3 milliards\$ courants. Les travaux devraient débuter en 1996 pour faire tourner les turbines en 2003. Quelque 66 700 emplois seront créés, toujours selon l'étude d'impacts.

Différentes décisions ont été prises pour donner au projet son visage définitif.

D'abord, Hydro-Québec a décidé de construire à 10 km de Grande-Baleine l'aéroport qui desservira le chantier de la centrale GB-1. Les Cris et les Inuit craignaient que l'agrandissement de l'aéroport local ne fasse éclater leur petite communauté sous la pression du va-et-vient des milliers de travailleurs des chantiers.

La société d'Etat a, par ailleurs, décidé de ne pas détourner une goutte d'eau de la rivière Nastapoka vers les centrales du complexe GB. Cette ponction aurait touché le lac Aux Loups marins, où vit une population inséparable de phoques acclimatés à l'eau douce. Hydro craignait surtout, murmure-t-on, de faire cadeau à ses adversaires d'un symbole jugé trop médiatique...

D'autre part, Hydro a décidé de placer les turbines de GB-1 dans la vallée de la Domachin, réputée pour son exceptionnelle richesse écologique. Même si ce choix forcera l'installation de six kilomètres de tuyaux pour descendre l'eau du réservoir aux turbines, la vallée de la rivière Lebel a été écartée, semble-t-il, pour des raisons de stabilité géologique et de coûts.

Enfin, les eaux de la Petite rivière de la Baleine seront détournées vers la centrale GB-1 à 40 km de son embouchure, plutôt qu'en amont, ce qui l'aurait asséchée sur plusieurs centaines de milles. Cependant, le choix de la société d'Etat diminuera de façon draconienne le débit

restant dans l'estuaire de cette rivière, ce qui était jugé prioritaire par les experts environnementaux, il y a quelques années. Par contre, cette variante permet de récupérer l'eau de la portion supérieure du bassin hydrographique, ce qui compense pour l'abandon de la Nastapoka.

L'étude d'impact est cependant muette sur les impacts indirects vraisemblablement importants du projet GB sur la faune de cette région d'un million de km carrés, un des derniers grands espaces nordiques encore intouchés ou presque par les Blancs.

Hydro-Québec affirmait dans son bilan sur les 15 ans de suivi environnemental de la Baie James que l'exploitation des milliers de lacs de cette région par les chasseurs et pêcheurs blancs, à la suite de son désenclavement, avait eu plus d'impacts globalement, et pour la faune aquatique en particulier, que ceux liés à l'aménagement des réservoirs.

Elle reconnaissait encore dans l'étude d'impact sur la route d'accès à GB-1 que ce phénomène, «s'il n'est pas contrôlé, pourrait entraîner une diminution des effectifs de certaines populations animales».

Dans le résumé de l'étude d'impacts divulguée hier, on se contente de dire que Québec «considère» que l'état des espèces de cette région «n'exige pas que l'exploitation de celle-ci soit soumise à des restrictions particulières».

L'étude d'impacts d'Hydro-Québec ne donne aucune évaluation de l'impact à long terme de ce désenclavement sur les populations de poissons de la région.

La société d'Etat fermera la route de GB-1 aux Blancs du Sud pendant la construction, sauf à ses travailleurs qui pourront y chasser et pêcher. Elle profitera de cette décennie pour «discuter» avec les autochtones des moyens à prendre pour protéger l'équilibre faunique de cette région, ce qui pourrait devenir un enjeu majeur des négociations en cours.

BARTABAS Comme un captif

SUITE DE LA PAGE 1

son agent traîne en laisse. Bartabas roule des yeux affolés comme un captif, lisse ses roulaquettes, sourit doucement, répond par monosyllabes, se tortille sur sa chaise.

Dans sa vraie vie, loin de Montréal, il fait au moins trois heures de cheval par jour. Il est aussi l'auteur d'un premier long métrage porté par un souffle épique à vous jeter par terre. Un film qui ne ressemble à rien, si ce n'est à un tourbillon de sensualité animale. L'inclassable *Mazeppa*, dont l'action se déroule au XIXe siècle dans le cirque équestre Olympique, à l'heure où le peintre Géricault à la passion proverbiale pour les chevaux rencontra le directeur et écurier Franco.

Le film est une fiction baroque, une variation sur le thème du cheval, animal que l'on voit piaffant, ruant, aimant, accouchant, dansant, seul ou avec son dompteur, avec une caméra en tourbillon et des chœurs géorgiens et berbères à vous chavirer l'âme.

Le FFM a eu à Montréal la primeur du *Mazeppa*, mais le film gagnera bientôt les salles de cinéma. Courez-y.

Bartabas ne se définit pas comme un directeur de cirque, mais comme un homme de théâtre. À Aubervilliers, en banlieue de Paris, dans le chapiteau près des roulottes qui s'agitent à l'heure de partir en tournée, il dirige le fameux théâtre équestre Zingaro, unique en son genre, avec sa troupe de 35 chevaux et de 50 cavaliers, un théâtre où les chevaux dansent et où le même public revient tout le temps, des habitués qui vont voir Bartabas, ses chevaux, ses musiciens et ses cavaliers comme on visite des amis.

Quel est son vrai nom? Il refuse de le dire. Ou est né Bartabas? Il ne le sait pas tout lui-même, sur une route

Bartabas ne se définit pas comme un directeur de cirque, mais comme un homme de théâtre

Duchy of Pontiac



Le Duché de Pontiac

C'est beau la vie

DONNEZ!

La Société canadienne de la Croix-Rouge Division du Québec

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30 RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333 ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS ANNONCES CLASSÉES PUBLICITÉ NUMÉRO SANS FRAIS

(514) 985-3344 (514) 985-3344 (514) 985-3399 1-800-363-0305

Extérieur (sans frais) 1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30 2050, RUE DE BLEURY, 9^e ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS Les numéros de téléphone ci-dessus sont valables pour le service de livraison par camelot et pour les abonnements postaux. Montréal (514) 985-3355

DÉCOUVERTES

LE DEVOIR, LE MERCREDI 1^{er} SEPTEMBRE 1993

EN BREF

LES PRÉMÉDICAMENTS TRANSFORMABLES

Le taxol est une molécule extraite de l'if, aux propriétés anticancéreuses étonnantes. Malheureusement, il est très peu soluble dans l'eau, ce qui limite de beaucoup son utilisation thérapeutique. La revue *Nature* (no 6436) a récemment annoncé qu'une molécule voisine, le protaxol, obtenue par synthèse, présente un avantage considérable: une fois injecté dans le sang, où il est soluble, ce produit se transforme en taxol, avec toutes ses propriétés. Ce procédé ouvre l'ère des «prémédicaments transformables».

LA MONTRE DYNAMO

Une nouvelle génération de montres est née dans les laboratoires de la firme japonaise Seiko. Fini les piles au mercure: cette montre possède un système d'autoentretien, n'utilisant plus de source d'énergie extérieure. Le principe est simple, mais il fallait y penser: les mouvements du poignet sont transformés en électricité. Celle-ci, stockée sur un condensateur, va diffuser l'électricité indispensable au mouvement des aiguilles et aux pulsations du quartz. Le tout se déroule dans un boîtier miniaturisé de quelques millimètres d'épaisseur.

LA DÉFORESTATION VUE D'EN HAUT

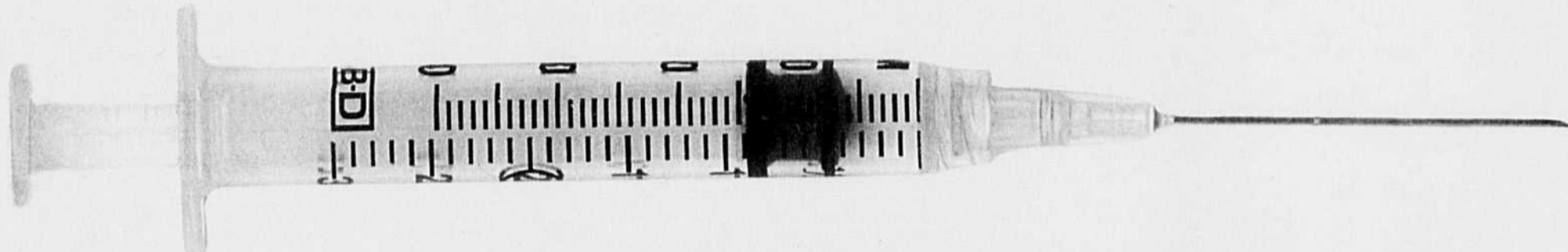
Rassemblant pour la première fois l'ensemble des données dues aux satellites de haute résolution, la FAO vient de publier les vrais chiffres de la déforestation: entre 1981 et 1990, plus de 150 millions d'hectares de forêts tropicales ont disparu. Les plus grosses pertes ont été subies par l'Amérique latine et les Caraïbes. Viennent ensuite l'Afrique (4,1 millions), puis l'Asie et le Pacifique (3,9 millions).

FOUILLES AU PARC MONTMORENCY

Québec — Les fouilles archéologiques menées depuis quatre semaines sur le site du manoir Montmorency, incendié le 13 mai dernier, fournissent de nombreuses informations témoignant des trois siècles d'occupation. La campagne «fouilles de 1993», d'une durée de huit semaines, explore les abords du manoir, mais pas les ruines du bâtiment incendié, qui n'auraient que peu d'intérêt archéologique. Parmi les découvertes, signalons la mise au jour du «pavillon ouest» de la maison de campagne que s'était fait construire le gouverneur Frederick Haldimand en 1781, une des premières villas de villégiature. Sur le même emplacement, on a aussi dégagé les fondations d'un bâtiment de ferme, datant de 1730 environ, partie de ce qui était, jusqu'en 1780, la propriété de la famille Pierre Ménard. Une autre campagne de fouilles, menée l'année dernière, avait permis la mise à jour des vestiges d'une «neigère», sorte de machine à fabriquer la glace, datant de la fin du XVIII^e siècle, d'une «chambre de vannes» d'un ancien aqueduc domestique, datant de la fin du XIX^e, du «cottage Montmorency», construit vers 1815 et agrandi en 1886, logis du gérant de l'ancien moulin à scie Peterson, de même que l'ancrage qui a cédé lors de l'écroulement du pont suspendu dans la chute Montmorency, le 30 avril 1856. Pour le responsable du chantier, l'archéologue Pierre Giroux, il ne fait pas de doute que le site du parc de la chute Montmorency recèle encore un énorme potentiel archéologique qu'il reste à explorer.

POISON À RAT ET MALADIE CARDIAQUE

Hamilton (PC) — La consommation combinée d'aspirine et de poison à rat peut aider à prolonger la vie des cardiaques qui ont reçu des valves artificielles, d'après une étude menée par un médecin de Hamilton, en Ontario. Le Dr Graham Trupie, médecin interne à l'hôpital général de Hamilton, a affirmé que sa recherche permet de croire que cette même combinaison pourrait aider les patients qui se relèvent d'une crise cardiaque. Pendant une période de quatre ans, il a suivi 370 patients. La moitié des patients ont reçu de la warfarine et un placebo, tandis que le second groupe a combiné la warfarine et l'aspirine. Parmi les patients qui ont consommé un placebo et de la warfarine, 24 ont subi une attaque cardiaque ou en sont morts. Seulement six des membres de l'autre groupe ont eu une crise cardiaque.



La méthadone pour combattre l'héroïne

Pour sortir de l'enfer

RAYMOND LEMIEUX

Chaque jour, ils sont une vingtaine de narcomanes à se procurer de la méthadone — une drogue synthétique qui remplace leur héroïne —, dans une des pharmacies de Montréal. Leur dose quotidienne est prescrite par les médecins de l'hôpital Saint-Luc, à Montréal. C'est le premier centre hospitalier à mettre sur pied un tel programme de méthadone. Un programme dit de sevrage externe qui a commencé cet été et par lequel on souhaite rejoindre 300 héroïnomanes d'ici l'an prochain. En leur proposant de la méthadone et en diminuant la dose tout au long du traitement qui dure 45 jours, les responsables en désintoxication estiment que cela incitera les adeptes de l'héroïne à prendre la voie de la désintoxication et de l'abstinence. Un pari.

Le programme est pour l'instant expérimental. Les participants sont choisis au hasard parmi des volontaires qui ont préalablement manifesté leur intention de cesser la consommation d'héroïne. Une fois le sevrage terminé, le patient sera orienté vers un centre de réadaptation. Le Fonds de recherche en santé du Québec a alloué une subvention pour en faire l'évaluation qui permettra de comparer l'efficacité de l'administration de méthadone, faite «en externe», avec les traitements de sevrage, sans usage de méthadone, comme il est proposé depuis près de 15 ans en clinique interne à l'hôpital Saint-Luc.

Fournir de la drogue pour désintoxiquer

La méthadone a été inventée il y a plus de 50 ans. Controversée, sa prescription aux héroïnomanes est, selon la médecin Julie Bruneau, chef de l'unité de désintoxication de l'hôpital Saint-Luc, justifiée en regard des résultats obtenus depuis une trentaine d'années par diverses cliniques américaines et européennes. «Il y a toutefois une question de morale qui entre en ligne de compte dans ce débat, soutient-elle. Certains s'arrêtent à l'idée que l'on fournit de la drogue. En réalité, notre intervention ne se limite pas à cela: la méthadone est un médicament qui entre dans le cadre d'un traitement de sevrage.»

On pense aujourd'hui que la consommation régulière d'opiacés tels l'héroïne ou la morphine inhibe, chez les toxicomanes, la sécrétion naturelle d'endorphine, une substance qui atténue la douleur. L'arrêt subi de consommation s'accompagne donc, chez les individus, d'un manque soudain d'endorphine. Un moment excessivement douloureux que plusieurs n'arrivent pas à franchir. Ayant des propriétés similaires à l'héroïne, la méthadone s'avère un médicament de soutien qui, administré sous contrôle médical, favorise un sevrage en minimisant la souffrance qui y est rattachée.

«Avec ou sans méthadone, on est toutefois très conscient qu'une certaine proportion des gens qui commencent un traitement ne le terminent pas, reconnaît Julie Bruneau. Il faut parfois s'y prendre à plusieurs reprises comme le font les fumeurs qui tentent d'arrêter leur consommation de cigarettes. Cela dit, lorsqu'un toxicomane veut mettre un frein à

sa consommation de drogues, nous avons la responsabilité de lui donner toutes les chances pour qu'il y arrive.»

À l'instar de l'hôpital Saint-Luc, le Centre de recherche et d'aide aux narcomanes (CRAN), un organisme sans but lucratif, propose aussi un traitement à la méthadone depuis 1986. Mais il se fait sur une base différente: la méthadone est fournie comme médicament d'entretien. Cela permet surtout à l'héroïnomanes de prendre ses distances vis-à-vis un milieu criminel tout en n'ayant plus d'inquiétudes en ce qui a trait à son approvisionnement pour la drogue dont il dépend. La ville de New York a un programme comparable depuis 1963.

À Montréal, plus de 250 personnes ont eu recours au CRAN. Après une première année de suivi où les participants doivent délaissé l'usage de toutes autres drogues que la méthadone, on leur propose un choix: diminuer leur consommation jusqu'à zéro ou poursuivre leur consommation sous contrôle médical. «Les résultats sont parfaitement satisfaisants», considère le docteur Pierre Lauzon, responsable du centre.

Comme du valium ?

Une étude préliminaire couvrant les trois premières années d'activités du Centre vient appuyer ses dires. Parmi les 115 premières personnes à s'y être inscrites, seulement le tiers n'ont pas pu terminer le programme. La moitié des persévérants ont opté pour le sevrage et, de ceux-là, la moitié l'ont réussi. «Somme toute, au bout de deux ans, la majorité des patients renoue avec une vie plus normale au sein de leur communauté. Ils ont, de plus, abandonné la seringue ou leur consommation d'autres drogues», précise le médecin. Environ 170 toxicomanes bénéficient toujours des services du CRAN.

Si certains toxicomanes réussissent à se désintoxiquer, on comprend que d'autres n'y arrivent pas; ils continuent à recevoir leur dose quotidienne de méthadone. Du moins, jusqu'à leur prochaine tentative de désintoxication. Ce qui ne se fait pas sans contrainte. «Ils doivent se plier à un certain nombre de règles qui sont parfois difficilement conciliables avec leur vie. Aucun médicament n'est à ce point réglementé», explique Pierre Lauzon. Par exemple, le patient ne peut pas rapporter plus d'une certaine quantité de méthadone qui correspond, en fait, à sa médication pour quatre jours. Un handicap pour ceux qui veulent voyager, pour des vacances ou des raisons professionnelles. De plus, les patients doivent se livrer, deux fois par mois, à des tests d'urine. Aucune trace d'autres stupéfiants ne doit être décelée, tel que le stipulent à ce propos les directives générales du ministère de la Santé et du Bien-être social.

Comme le valium pour les personnes dépressives, la méthadone pourrait, chez certains patients, être administrée pendant très longtemps, rappelle Julie Bruneau. «D'autant plus que certains héroïnomanes auraient, de façon innée ou acquise, des déficiences chroniques d'endorphine», note-t-elle en faisant état de certaines hypothèses médicales en ce sens. De quoi porter un autre regard sur la toxicomanie.

Raymond Lemieux est journaliste indépendant



«Certains héroïnomanes auraient, de façon innée ou acquise, des déficiences chroniques d'endorphine.»

Des soins difficiles d'accès

«L'accessibilité des soins de santé pour les héroïnomanes s'avère extrêmement problématique à Montréal», affirme Julie Bruneau, chef de service de l'unité de désintoxication de l'hôpital Saint-Luc. «C'est une catégorie de patients qui est souvent stigmatisée par les professionnels de la santé.» Le médecin mentionne par exemple la décision d'un conseil d'administration d'un hôpital — elle ne veut pas le nommer — de ne pas admettre quelques héroïnomanes que ce soit à leur institution. «Il faut voir l'impact que ça produit chez les héroïnomanes qui s'estiment ainsi exclus du système de santé. En ces années de sida, on n'a pas le droit comme société de les laisser avec ce sentiment.»

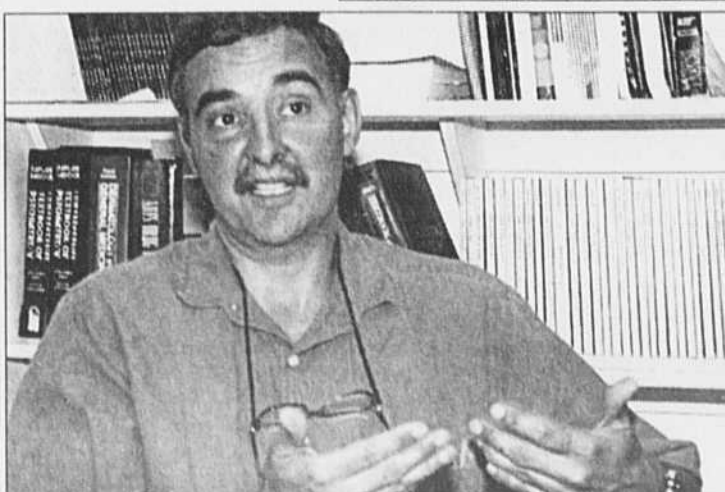
Les autorités policières estiment à près de 15 000 le nombre de toxicomanes qui s'adonnent à l'héroïne. Si ce chiffre est discutable, voire excessif, de l'avis des responsables de santé, il reste néam-

moins que les ressources d'aide qui leur sont proposées sont insuffisantes. «Les services sont congestionnés depuis si longtemps que les narcomanes de culture ont, pour la plupart, abandonné l'espoir qu'ils puissent obtenir des traitements. C'est ce que l'on pense en clinique.»

Pour Julie Bruneau, outre cette inadéquation entre les besoins de services qu'ils nécessitent et ce qui leur est offert, les héroïnomanes posent un véritable défi aux services de santé. En effet, près de la moitié d'entre eux sont porteurs d'hépatite C; tandis qu'entre 10 et 15%, sont séropositifs. Ils accusent un taux important d'hépatite B et d'endocardites (infections au niveau du cœur). «Ils constituent une population qui est très exposée à de graves problèmes de santé. Outre leur désintoxication, il est bien clair que nous avons donc à leur égard une responsabilité de prévention. Il ne faut pas en déroger.»

R. L.

Julie Bruneau et Pierre Lauzon sont conscients des difficultés des programmes de désintoxication.



PHOTOS JACQUES GRENIER

LE DEVOIR

CULTURE

Entrevue avec Alain Cavalier

Le silence pour tout dire

«Ayant fait un film sans dialogues, je pensais pouvoir ne pas en parler»

BERNARD BOULAD

«Ayant fait un film sans dialogues, je pensais pouvoir ne pas en parler pour être cohérent jusqu'au bout.» C'est ainsi que, dérogeant au sacro-saint rituel de la promotion, Alain Cavalier refusa lors du dernier Festival de Cannes où *Libera me* était présenté en compétition, d'accorder des entrevues. Pure provocation? Pas du tout. Plus une preuve d'humilité que de défiance, le réalisateur de *Thérèse* ne s'estimait pas encore prêt à défendre son film qu'il venait à peine de terminer. «Quand vous faites quelque chose, explique-t-il, il y a la moitié que vous faites avec votre conscience et lucidité, et l'autre qui vient d'un fond tout à fait inconnu et indescriptible.»

C'est d'autant plus vrai dans le cas de ce film à nul autre pareil, qui ne dit pas mot mais consent à exprimer, par les images seulement, toute la détresse du monde, les spectateurs ne sont soumis à aucune logique de pensée. *Libera me* est un film des sens qui parle aux sens; un superbe poème visuel qui arrive, par simple évocation, à saisir l'indicible. Mais, rassurez-vous, ce film n'a rien d'abstrait, ni d'expérimental. «Si j'avais commencé à concevoir ce film en pensant à la forme, confesse-t-il, il aurait été privé de vie. C'aurait été la décision d'une idée, une décision de fonctionnaire.»

Or, Cavalier est avant tout un artiste. Et encore plus que dans *Thérèse*, c'est davantage un peintre qu'un cinéaste qu'on croirait voir à l'œuvre. Il a ainsi filmé en gros plans fixes, pratiquement sans décors, et en utilisant une source unique de lumière, des visages mais aussi des corps d'hommes et de femmes soumis à des épreuves d'humiliation par d'autres hommes qui répondent à une quelconque raison d'État. Impossible d'identifier le pays, l'année, les personnes. C'est peut-être la période de l'Occupation en France mais ça pourrait tout aussi bien être le Chili de Pinochet, la Grèce des colonels, le Kosovo de Milosevic... «Je voulais laisser aux spectateurs toute liberté d'interprétation», explique Cavalier.

Même si *Libera me* ne doit pas être considéré comme un film politique, il n'en reste pas moins qu'il dénonce une mécanique de l'oppression mise en place par les dictateurs et qu'à ce titre c'est quand même un film «à message», un genre où l'on n'attendait pas Alain Cavalier. «L'Europe ayant traversé tout un chaos de colonisations, de fascismes et d'occupations, j'en suis quand même plein, moi. *Thérèse* m'a enfermé dans un monastère et tout d'un coup, j'ai eu envie de traiter des rapports des individus avec l'Histoire et avec les forces qui les travaillent.»

Cri du coeur silencieux, *Libera me*

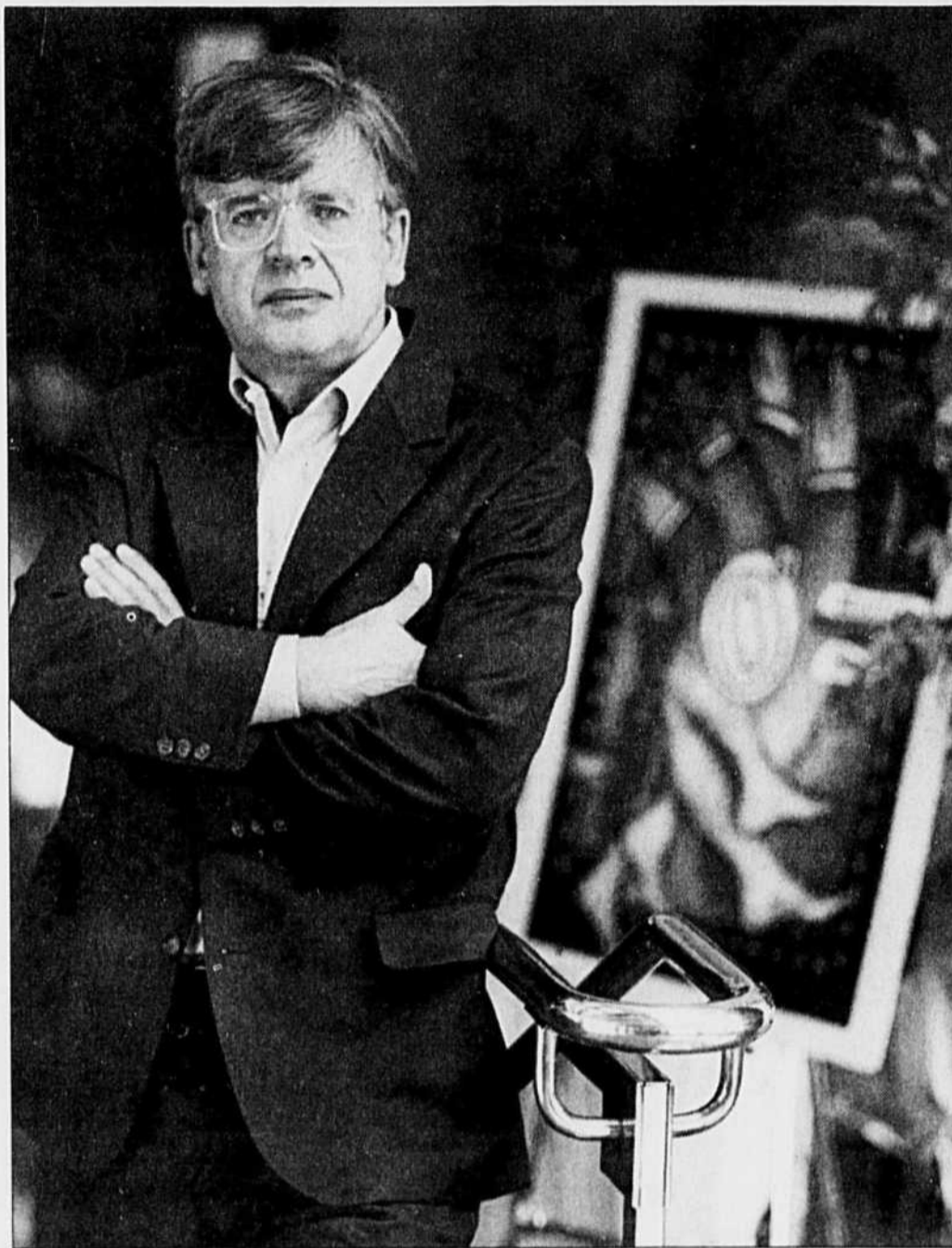


PHOTO JACQUES NADEAU

«Je voulais laisser aux spectateurs toute liberté d'interprétation», explique Alain Cavalier.

n'est pas un film aussi aride qu'il en a l'air. Assez vite, on s'habitue au silence et on finit par comprendre pourquoi Cavalier a renoncé, non pas par maniérisme mais par sensibilité, aux dialogues qui n'auraient rien rajouté de plus. «L'absence, estime-t-il, est la meilleure façon de rendre quelque chose présent et vivant. Je pense, je rêve peut-être, que les spectateurs de *Libera me* entendent des bouts de dialogues dans leur tête. Faut dire aussi que ce choix rejoint des choses profondes chez moi de méfiance vis-à-vis de la parole. C'est une forme de résistance à une dominante de mon pays.»

C'est peut-être pour cette raison qu'Alain Cavalier ne tourne pas souvent et que ça lui prend tant d'an-

nées (*Thérèse* date de 1986) pour concevoir ses films. Parce que tout l'aspect public du cinéma ne lui convient pas. «C'était bien d'être dans l'ombre parce que je n'étais ni très aimé, ni très jaloux. J'étais bien, je ne faisais partie d'aucun groupe, d'aucune coterie, d'aucune chapelle. Ça n'a pas changé mais maintenant on me connaît un peu mieux.»

Effectivement, Alain Cavalier restera inclassable. Libre et inclassable. Un peu comme son film. Essentiel au cinéma mais aussi à la vie, dont il cherche encore à percer le mystère. «J'ai besoin de ne pas vivre que pour le cinéma. Et je me demande toujours si je fais ça pour mieux nourrir mes films ou pour mieux vivre tout court. C'est très ambigu.»

FILMS EN COMPÉTITION

L'aile, la patte et la queue

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Décidément, le FFM se met à respirer quand il sort de la compétition. Il vit ailleurs, dispersé à travers les sections hors concours où se retrouvent les films qui furent primés lors de précédents festivals ou les petites révélations du cinéma d'auteur.

Car mis à part deux vrais bons morceaux, le Von Trotta bien sûr, trônant au firmament de l'affaire, et *Kalifornia*, l'étonnant et violent premier long métrage de l'Américain Dominic Sena, la compétition traîne sérieusement de l'aile, de la patte et de la queue.

À l'Impérial, lors des deux premières projections de la journée, chaque matin ramène l'espoir, chaque midi l'estompe ou l'éteint. On arrive déjà à mi-parcours et la moyenne est bien plus faible que l'an dernier.

Ce n'est pas la journée d'hier qui venait remonter le niveau de la chose.

THE HEARTBREAK KID

De Michael Jenkins (Australie) 96 min.
Aujourd'hui 14h30, à l'Impérial.

On a eu droit d'abord à un film australien assez gentillet quoique pas fort, sur un thème qui pourrait, version australienne et moderne, s'apparenter à celui des *Filles de Caleb* quand la maîtresse d'école Emilie s'amourache du bel Ovil qui la zeyute de son banc de classe. Ils appartiennent à une petite communauté d'origine grecque. La belle institutrice Christina a 22 ans, et un fiancé assez barbant du type binoclard qui lui promet la sécurité. Dans sa classe, Nick, le cancre fou de soccer est beau et musclé. Il a 17 ans et la poursuite de ses assiduités. L'inévitable finira donc par arriver.

Toute une partie du film se déroule à l'école, quand un entraîneur raciste interdit la formation d'une équipe de soccer au grand dam de Nick, jusqu'au jour où Christina elle-même dirigera une équipe. On suit nos héros dans leurs familles dominées par les pères. Les Grecs de première génération vivent un conflit culturel avec leurs enfants. Et l'institutrice finira par secouer ses chaînes et courir à la liberté.

Mis à part Claudia Karvan, l'actrice principale, touchante et juste, le reste de la distribution est faible, les personnages des parents surtout composent de vraies caricatures mal équilibrées. Quand au personnage de Nick, il apparaît trop insignifiant pour inspirer la passion et on a du mal à y croire. L'histoire ne s'envole pas, à cause du scénario pauvre, des dialogues faciles, de situations mal développées: les conflits de générations entre autres, les petites guerres raciales. *The Heartbreak Kid* est desservi aussi par des éclairages trop crus, une caméra banale.



L'Exil bleu, de Erden Kiral, est un film extrêmement lent, sans action, qui se veut comme une espèce de psalmodie, mais, malgré une belle musique envoûtante, ne remporte pas son pari d'hypnotiser les spectateurs.

L'EXIL BLEU

De Erden Kiral (Turquie/Allemagne) 96 min.
Aujourd'hui 17h, à l'Impérial.

Pire encore fut la coproduction Turquie-Allemagne présentée hier. Pire, mais pas pour des raisons opposées. Esthétisant, avec souvent des beaux paysages et une caméra vraiment soignée, *L'Exil bleu* est un film possédant des ambitions et des prétentions, mais qui endort son monde. *L'Exil Bleu* se veut un espèce de voyage initiatique, rempli de symboles algébriques.

Il commence avec le procès du journaliste Cevat Sakir. Pour cause de rédaction d'article sur des déserteurs de la république, il se voit condamné à trois ans d'exil. Le voyage dure six mois. On suit le héros à travers la Turquie, où il emprunte plusieurs moyens de transport pour se rendre à son lieu de réclusion. Et chemin faisant, il se souvient de son enfance, avec ses fantômes qui viennent le hanter: la mort de son père, la douceur de sa mère, des images impressionnistes. Tous les traumatismes de son existence remontent à la surface. Parallèlement, il croise la route d'une prostituée, tombe amoureux d'une jeune fille, rencontre des villageois.

Le voyageur tient un journal dont sa voix hors champ lit des extraits. Propos décousus, réflexions philosophiques un peu creuses du type «Sacré être humain! Sacré femme! Sacré amour! Comme ce yucca.»

L'Exil Bleu est un film extrêmement lent, sans action, qui se veut comme une espèce de psalmodie, mais, malgré une belle musique envoûtante, ne remporte pas son pari d'hypnotiser les spectateurs. Le scénario est vraiment trop bancal et le texte ne parvient pas à soulever le moindre intérêt. Si bien que ces beaux paysages désertiques et brûlés d'oliviers rabougris, ces visages expressifs croisés, forment autant d'images décousues qui ne parviennent pas à s'emboîter. Il faut dire que l'interprète principal Can Togay est parfaitement exaspérant et que son personnage ne manifeste ni n'inspire aucune émotion. *L'Exil Bleu* s'enlène dans l'ennui et paraît interminable.

HORS CONCOURS

JOUISSIVEMENT
CORROSIFLA PETITE APOCALYPSE
De Costa-Gavras
(France-Italie-Pologne) 1h50.
Aujourd'hui 19h30, à l'Impérial.

Le film s'ouvre sur une réception donnée par Henri (Pierre Arditi) et sa femme Barbara (Anna Romanowska), émigrée polonaise, réception au cours de laquelle se retrouvent des amis, pour la plupart d'anciens soixante-huitards plus ou moins revenus de leurs illusions socialisantes. Jacques (André Dussollier), qui fut un des plus engagés et qui en garde une certaine amertume, remarque un drôle de zèbre qui tente d'aider ses hôtes avec une gaucherie désarmante. C'est Stan (Jiri Menzel), l'ex-mari de Barbara, débarqué de Pologne il y a deux ans et qui s'est incrusté. Écrivain non publié, ex-dissident devenu communiste sur le tard, il est trop à contre-courant pour attirer la sympathie. Mais tout de suite, Jacques croit le comprendre, le plaint sincèrement et est prêt à tout faire pour l'aider.

C'est le point de départ d'une comédie férocement joyeuse sur les modes et les tics de notre époque, mais aussi et surtout sur le désarroi créé par le vide idéologique actuel de part et d'autre de feu le rideau de fer. A quoi peuvent croire aujourd'hui les Français qui furent maoïstes en soixante-huit? A quoi peuvent croire aujourd'hui les Polonais qui se sont battus pour la démocratie? «C'est comme si en perdant l'Est, on avait perdu le nord», disait Jean-Claude Grumberg, co-scénariste, avec le réalisateur, de ce film corrosif, brillamment écrit, interprété avec beaucoup d'esprit et mené de main de maître. Il ne reste plus guère de l'excellent roman de Tadeusz Konwicki, qui se déroulait en Pologne communiste, que l'ironie désabusée et l'inquiétante idée de la torche vivante. Ne vous battez pas pour entrer à l'Impérial ce soir (on refusait du monde à la première projection) mais ne ratez sous aucun prétexte ce petit chef-d'œuvre vitriolique lorsqu'il sortira en salle. Et en attendant, je vous recommande le livre de Konwicki dont le film de Costa-Gavras constitue, en quelque sorte, une suite.

JALOUSIE,
QUAND TU NOUS TIENSTHE BETRAYED
De Franz Weisz (Pays-Bas) 2h00.
Aujourd'hui 21h40, à l'Impérial;
demain et lundi 6 septembre 15h20,
au Parisien 4.

Dans les années cinquante, en Hollande, un jeune avocat vit heureux et prospère auprès de sa femme, une jolie blonde, et de leur petit garçon. Un jour qu'il rentre à l'improviste chez lui, il trouve sa moitié dans les bras de son associé, son aîné, presque son patron. Il referme subrepticement la porte sur la scène qui ne cessera désormais de l'obséder. Jusqu'au meurtre. Entre temps, pour venir en aide à un ami homosexuel, il se sera égaré dans les bras accueillants d'une prostituée.

Ce n'est pas mauvais, c'est honnêtement joué et classiquement raconté. Mais j'ai du mal à m'intéresser à cette histoire pesante et encombrée de clichés — sur le comportement des prostituées, de l'épouse modèle, de l'homosexuel. C'est adapté d'un roman.

Si vous avez envie de découvrir une adaptation qui sort du commun, prenez le risque d'aller voir *Vale Abraao*, du cinéaste portugais Manoel de Oliveira, réflexion hypnotisante sur une relecture de *Madame Bovary*. Demain 20h30, au Parisien 6, Francine Laurendeau

LA TÉLÉ

CE SOIR

ÉCRAN TOTAL

Le compte rendu de la journée au Festival des films du monde.
Radio-Canada, 19h et 23h55

CROQUE-MONSIEUR

Pour la première de leur nouveau magazine, Pauline Martin et ses quatre complices s'offrent Michel Rivard.
TQS, 20h

TOM BROKAW
ET LE GÉNÉRAL

Le célèbre journaliste américain reçoit le général Colin Powell, ex-chef d'état-major des forces armées américaines.
NBC, 21h

HIBERNATUS

Un bon vieux Louis de Funès...
Radio-Canada, 0h25
Pierre Cayouette



HORS CONCOURS

OISEAU EN CAGE

LA BÊTE DE FOIRE

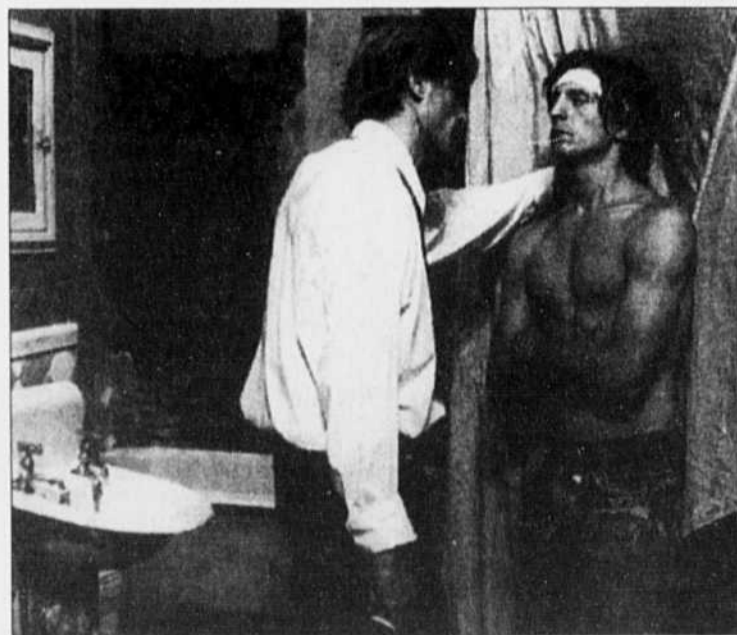
D'Isabelle Hayeur (Québec) 70 min.
Aujourd'hui 21h30 au Parisien 7

À part *Le Sexe des Étoiles* de Paule Baillargeon et *The Myth of the Male Orgasm* de John Hamilton, un seul autre long métrage québécois figure au programme du festival de cette année. Il s'agit de celui d'Isabelle Hayeur, son premier, qu'elle a sans doute tourné avec trois fois rien. *La Bête de foire* est un film très curieux, à la fois séduisant et agaçant, assurément original et, contrairement à beaucoup de films québécois, mieux scénarisés que mis en scène.

Irene et Grégoire vivent ensemble. Ou presque. C'est que dans leur appartement à moitié dévasté, Irene s'est érigé une grande cage dans laquelle elle passe ses journées enfermée, plongée dans ses livres, pendant que Grégoire travaille au noir comme rénovateur dans des logements appartenant à Borkine, un riche immigré russe pleurant constamment sur sa femme disparue, une bouteille de vodka à la main. Ainsi coupée du monde extérieur, Irene s'est fabriqué son propre monde imaginaire en se nourrissant de romans épiques russes dans lesquelles elle va finir par basculer et faire tomber avec elle Grégoire et Borkine.

Il y a une bonne idée de scénario et une aussi belle promesse de film dans *La Bête de foire*. Malheureusement, Isabelle Hayeur a cédé à un maniérisme, zulawskien par moments, à peine désamorçé par un humour absurde parfois douteux, qui déroute les spectateurs et les empêche de se laisser bousculer dans leurs émotions. Et pourtant, il y a quelque chose de particulier à ce film, une volonté d'éclater le récit, de risquer une certaine théâtralité, solidement armée à une qualité d'écriture audacieuse qui, si on arrive à faire abstraction d'une certaine complaisance, laisse penser qu'Isabelle Hayeur a quelques bons atouts dans sa manche.

La Bête de foire, d'Isabelle Hayeur, est un film très curieux, à la fois séduisant et agaçant, assurément original et, contrairement à beaucoup de films québécois, mieux scénarisés que mis en scène.



KAFKA CHEZ LES BELGES

L'ORDRE DU JOUR

De Michel Khleifi (Belgique)
105 min. Aujourd'hui 22h, au Parisien 5.

C'est pas évident de faire dans la comédie. Surtout si on veut flirter avec l'absurde, genre dont raffolent les Belges. Michel Khleifi ne l'est pas tout à fait mais il l'est devenu depuis qu'il a étudié à l'INSAS à la fin des années soixante-dix. Originaire de Palestine, c'est son film *Noce en Galilée*, dénonçant remarquablement l'occupation israélienne en Cisjordanie, qui le révéla au monde entier.

Avec *L'Ordre du jour*, il change tout à fait de registre et prend pour sujet un fait de société typiquement occidental: l'abominable machine bureaucratique. En Belgique, ce phénomène aurait pris des proportions alarmantes, et d'après ce que nous dévoile Khleifi sur le ton de la satire féroce, c'est une véritable folie anarchique qui s'est em-

paré de leur système de gestion publique.

Inutile ici de raconter l'intrigue qui se perd dans mille dédales. Disons simplement que Robin Renucci, fonctionnaire au ministère des Travaux publics, est pris dans la tourmente d'un scandale qui risque d'impliquer ses supérieurs et lui faire perdre non seulement son poste mais sa raison.

L'Ordre du jour est un film extrêmement décousu qui tente par ce procédé de coller le plus possible au monde surréaliste qu'il décrit. Le problème, c'est qu'il finit très vite par devenir répétitif et ennuyeux. Et à cause peut-être de références typiquement belges, on n'y rit aussi que très modérément. Décevant.
Bernard Boulad